

Notion en débat. Le patrimoine

Cet article n'épuise pas les contours de la notion de patrimoine et n'en donne pas une définition figée. Au contraire, il insiste sur le fait que le patrimoine est flexible et mouvant, et qu'il recouvre une pluralité de processus. Si le périmètre du patrimoine continue de s'élargir, la notion est également critiquée et déconstruite en tant que produit de discours et de pratiques, toujours ancrés dans un dialogue permanent entre le passé, le présent et le futur.

Sommaire

1. Ce que le patrimoine n'est plus
2. De la pluralité des discours patrimoniaux
3. Patrimoine et temporalité(s)

[Bibliographie](#) | [glossaire](#) | [citer cet article](#)

Tenter de donner une définition de ce que recouvre la notion de patrimoine est un exercice qui reste, encore aujourd'hui, acrobatique. Tout d'abord, puisque le patrimoine n'existe pas *a priori* : il n'est ni donné, ni acquis, il se « fabrique » (Heinich, 2009). C'est une stricte construction sociale. Plus encore, en suivant les pistes lancées par Laurajane Smith dans son ouvrage *Uses of Heritage*, le patrimoine peut être considéré comme une action dans le présent qui a des conséquences matérielles directes (Smith, 2006). Il n'est pas seulement un objet sur lequel s'appliquent des politiques managériales, il agit à son tour [1]. Dans cette perspective, David Harvey souligne que le « "patrimoine", ce n'est pas un nom, c'est un verbe (Harvey, 2001, p. 327) ». Il change le statut de ce qu'il désigne, charge d'un certain pouvoir celui qui l'a fabriqué ou en conteste la raison d'être, et transforme celui qui le reçoit. Il serait erroné, ensuite, de croire que le patrimoine reste figé. Il peut être conservé, restauré, valorisé, déplacé, déclassé, abandonné, contesté, re-sémantisé ou, encore, détruit. Sensible à la fuite du temps et aux évolutions du monde, il n'est donc jamais stable et statique, mais toujours malléable et plastique. Il est subjectif, manipulable, évolutif et, souvent, conflictuel. C'est d'ailleurs pourquoi il est une source précieuse pour la compréhension des sociétés contemporaines.

Ainsi, et cette idée est désormais hégémonique dans le champ des études patrimoniales, parler de patrimoine ne revient pas uniquement à évoquer l'ensemble extensible à l'envi d'objets, matériels ou immatériels, qu'il désigne, mais aussi à rendre compte du processus par lequel ces derniers obtiennent le statut de patrimoine : la patrimonialisation. Ce néologisme qualifie l'ensemble des événements, impliquant des acteurs pluriels, qui transforment la chose, quelle qu'elle soit, en patrimoine. C'est pourquoi, selon Lucie Morisset, le patrimoine et la patrimonialisation sont un « écosystème » (Morisset, 2009, p. 18). Par ailleurs, ces objets patrimoniaux peuvent aussi être dépourvus de leur statut : c'est la **dépatrimonialisation**, sujet encore peu étudié dans les sciences humaines et sociales [2].

Tous ces processus s'effectuent suivant des finalités politiques, sociales, économiques, culturelles et territoriales, parfois contradictoires. Le patrimoine est donc un instrument. Il a des usages politiques et sociaux. Une brève plongée dans le contexte français actuel permet de mesurer l'omniprésence de l'utilisation du patrimoine : entre les débats enflammés autour de la restauration de Notre-Dame de Paris [3], et ceux, non moins vifs, au sujet des dégradations de statues désormais contestées, l'appareil communicationnel déployé autour du « loto du patrimoine » [4], ou encore l'entrée soudaine, à l'été 2019, d'un chapitre consacré à cette notion et ses « enjeux géopolitiques » dans les programmes scolaires – venant remplacer un chapitre initialement prévu sur « pauvreté et inégalité dans le monde » [5].

Encadré 1. Contestations monumentales

Au printemps 2020, suite au meurtre de George Floyd aux États-Unis le 25 mai, un mouvement de contestation de monuments glorifiant le passé colonial et raciste, inédit par son ampleur, mondiale, et par la convergence des revendications, a mis en avant un phénomène qui n'a pourtant rien de nouveau. Transformer l'espace public et utiliser les monuments comme support matériel de la dénonciation de certaines périodes et de leurs mémoires est une constante dans l'histoire, en particulier lors des transitions politiques, et plus généralement un témoignage de l'évolution des sociétés.

Dans l'histoire récente, depuis avril 2015 et le déboulonnement de la statue de Cecil Rhodes à l'université du Cap en Afrique du Sud, les débats autour des commémorations monumentales liées à l'esclavagisme, au colonialisme, au racisme systémique, à la marginalisation des minorités et aux inégalités sociales se sont multipliés. À partir de 2017, plusieurs monuments célébrant la Confédération et le passé esclavagiste ont ainsi été retirés de l'espace public aux États-Unis (Nouvelle-Orléans, Baltimore, New-York, Los Angeles) et, le 31 janvier 2018, un monument dédié à Edward Cornwallis, contesté pour avoir encouragé des violences sur les peuples autochtones au XVIII^e siècle, a été retiré d'un parc d'Halifax au Canada (Gérin 2019). Les exemples peuvent ici être multipliés, y compris en Europe, où les déplacements, transformations et déboulnements de monuments évoquant un passé douloureux (colonial, dictatorial, communiste - entre autres) sont aussi au cœur de débats souvent complexes qui reflètent des conflits mémoriaux plus profonds et encore irrésolus.

Dans ce contexte, la vague de décommémoration monumentale débutée au printemps 2020 apparaît non pas comme un phénomène soudain, mais plutôt comme le paroxysme d'un mouvement déjà bien enclenché.

De fait, en France, à Fort-de-France et à Schœlcher en Martinique, les déboulnements de deux statues de Victor Schœlcher, ancien secrétaire d'État aux colonies commémoré pour avoir **décrété le 27 avril 1848 l'abolition de l'esclavage**, ont eu lieu le 23 mai 2020 - donc avant le meurtre de George Floyd. Cela étant, le mouvement qui a suivi a conduit à d'autres attaques envers des monuments érigés en l'honneur du même personnage historique, par exemple à Cayenne en Guyane le 18 juillet 2020, et le 6 mars 2021 sur la commune du Diamant en Martinique. Ces attaques, destructions et déboulnements ont pu surprendre compte tenu de l'histoire associée à Schœlcher. En fait, c'est moins l'homme que le mythe qui l'entoure, qualifié de « schœlcherisme » par les historiens et historiennes, qui est dénoncé par ces actes. Plus généralement, c'est la perception d'une surreprésentation de Victor Schœlcher et, avec lui, des colons, et le sentiment qu'il n'existe encore qu'une lecture unique de l'histoire marginalisant et excluant les esclaves, qui guide ces actes.

Dans une ligne dénonciatrice similaire, il a par exemple été proposé de déplacer la statue de Colbert, instigateur du Code noir, l'édit royal qui réglementait l'esclavage, située devant l'Assemblée nationale. Face à ces gestes et ces propositions, la réponse du président de la République le 14 juin 2020 fut la suivante : « La République n'effacera aucune trace ni aucun nom de son histoire. Elle n'oubliera aucune de ses œuvres, elle ne déboulnera pas ses statues » [6], confondant histoire et mémoire, récit historique et matérialisation de la mémoire. Pourtant, ces déboulnements, aussi violents et illégaux soient-ils, témoignent bien du fait qu'un travail important reste à faire sur l'histoire de la colonisation et que le travail de mémoire et de réconciliation est loin d'être abouti.

Le retentissement qu'ont eu les attaques contre les métonymies monumentales de Schœlcher, mais aussi partout dans le monde, montre en réalité que les monuments sont un outil d'expression efficace pour faire entendre des revendications, précisément parce qu'ils sont visibles et tangibles, et que l'image de leur altération choque par leur puissance évocatrice.

Pour compléter

- Podcast « Paroles d'histoire » d'André Loez, « **Statues contestées** », épisodes 140, 141, 142, 143, 144.
- Sarah Gensburger, « **Pourquoi déboulonne-t-on des statues qui n'intéressent (presque) personne ?** », *The Conversation*, juin 2019, en ligne.
- Mathilde Larrère et Guillaume Mazeau, « **Débouonnages : l'histoire et l'espace public en partage** », *Regards*, 19 juin 2020.
- « **Antiracisme : pourquoi s'en prendre aux statues est un acte hautement politique** ». Entretien avec Emmanuel Fureix, *Les Inrockuptibles*, 9 juin 2020.
- Conférence en ligne : Julie Deschepper, « **Monuments on the Move : Contesting Heritage on a Global Scale** », conférence internationale du CELAT-UQAM, 17 mars 2020.

Une fois tout ceci posé, plusieurs voies s'offrent à nous pour s'emparer de la notion de patrimoine. Plutôt qu'un historique ou une généalogie du terme, cet article revient d'abord sur quelques temps forts dans l'évolution de l'appréhension du patrimoine dans un contexte global – et pas uniquement français – pour comprendre, par ce qu'il n'est plus, ce qu'il est aujourd'hui devenu. L'idée qui guide son écriture est précisément de saisir que **de réduire le patrimoine à une définition unique et figée ne peut être satisfaisant**, ne venant que réduire l'amplitude extraordinaire du concept et la pluralité des processus et pratiques qu'il englobe. Ainsi, loin d'épuiser les points de friction que cette notion soulève, je me concentrerai sur deux aspects qui apparaissent centraux : la question des discours, d'une part, et le rapport à la temporalité, d'autre part.

1. Ce que le patrimoine n'est plus

Le terme patrimoine, du latin *patrimonium*, est utilisé de façon systématique dans la langue française depuis le milieu du XX^e siècle, et son utilisation est notamment formalisée par l'**Unesco**. **Cette notion supplante entre autres celle de « monuments historiques »** qui prévalait depuis l'instauration, en 1830, du poste d'inspecteur général des Monuments historiques. Ce glissement sémantique ne témoigne pas, pour autant, d'un changement notable de ce que recouvre le patrimoine : **il reste, jusque dans les années 1970, majoritairement matériel et bâti, monumental, architectural, rare et précieux**. Le patrimoine évoque avant tout la grandeur de chaque nation.

Le point de basculement se situe lors de l'« **inflation patrimoniale** » ou, en anglais, le « *heritage boom* » (Harrison, 2013). **Phénomène survenu à l'échelle mondiale dans les années 1980, quoique touchant avant tout les sociétés occidentales, il bouleverse la conception du patrimoine**. Cela correspond en effet à un élargissement des contours de la notion, d'un patrimoine monumental, religieux et souvent aristocratique, vers les patrimoines populaire, urbain, contemporain, rural et naturel résultant notamment de la désindustrialisation, de la crise économique et sociale, et de la **prise de conscience de l'utilité du patrimoine comme outil de réaffirmation d'un passé commun, partagé par une société**. Cette extension a ensuite conduit, entre autres, à la **prise en compte progressive du patrimoine immatériel**, confirmée par la signature de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel de l'Unesco en 2003 [7].

Les objets patrimoniaux sont donc aujourd'hui définis par leur diversité : architecture, monuments, œuvres d'art, objets du quotidien, biens immatériels, pratiques, traditions intellectuelles, sites, paysages, traces biologiques, animaux, ou encore données numériques pour ne citer que les exemples les plus parlants. Tout, donc, ou presque, peut devenir patrimoine.

Encadré 2. Quelques exemples de la très grande diversité du patrimoine

Nous proposons ici une sélection arbitraire à vocation illustrative de quelques éléments, parmi des milliers d'éléments possibles.

- Patrimoine autochtone au Canada :
 - [exemples en Colombie britannique](#) (PDF)
 - [site du Musée canadien de l'histoire](#)
- [Patrimoine en Chine à Tianjin](#) sur le site de la Cité de l'architecture
- [Patrimoine immatériel recensé par le ministère de la culture en France](#) : trois exemples parmi des milliers :
 - [Le chant choral serbe à Paris](#) (PDF)
 - [Les jeux de billes](#) (PDF)
 - [La pêche aux engins et filets dans le bassin de l'Adour](#) (PDF)
- [Le couscous, patrimoine mondial de l'Unesco](#)
- [Minières néolithiques de silex de Spiennes \(Mons, Belgique\)](#) sur le site de l'Unesco
- [Patrimoine matériel et immatériel dans la région de la Bagoue](#), recensé par le ministère de la Culture et de la Francophonie de Côte d'Ivoire :
 - La danse N'Goron et les fêtes rituelles
 - Les mosquées de type soudanais
 - Collines mâle et femelle de Djamakani (Tengrela)

Pour compléter, quelques exemples sur Géoconfluences

- Bassin minier du Nord-Pas de Calais : Nicolas Marichez, « [Le cinéma, vecteur de patrimonialisation du bassin minier du Nord et du Pas-de-Calais](#) », 2020.
- Vestiges archéologiques inuits dans un fjord groenlandais : Andréa Poiret, « [Le fjord d'Ilulissat \(Groenland\), site classé patrimoine mondial de l'UNESCO, étude de cas d'une patrimonialisation](#) », 2020.
- Église des Anses d'Arlet en Martinique : Serge Bourgeat et Catherine Bras, « [Mise en tourisme et cartepostalisation : le cas des Anses-d'Arlet \(Martinique\)](#) », 2020.
- Patrimoine préislamique de Ninive à Mossoul : Dario Ingiusto, « [Mossoul, le patrimoine détruit d'une ville en guerre](#) », 2017.
- Églises rupestres des chrétiens d'Éthiopie : Marie Bridonneau, « [Mondialisation, patrimoine et tourisme en Éthiopie : la petite ville sacrée de Lalibela](#) », 2017.
- *À paraître* : [sites palafittiques préhistoriques autour des Alpes et un article complet sur le classement de l'UNESCO](#).

Parallèlement à cet élargissement de la notion, un déplacement du regard dans la manière d'étudier le patrimoine s'est aussi produit. **D'abord dominées par une approche gravitant autour du triptyque « histoire, mémoire, monument », avec une prédominance de la matérialité, les études sur le patrimoine ont naturellement étendu leurs objets de recherche.** Aussi, nous l'avons vu, de la recherche d'une définition intrinsèque du patrimoine, impossible à fixer, les études se sont concentrées vers les processus de [patrimonialisation](#) et leurs usages. Dans cette dynamique, un champ de recherche a vu le jour entre 2006 et 2010,

celui des *critical heritage studies* ou **études critiques du patrimoine** [8]. Bien que composées de diverses traditions épistémologiques, il tend vers une trajectoire commune et partagée par celles et ceux qui s'en réclament : diversifier les objets de recherche, sources, terrains, méthodes et pratiques afin de **décentrer nos regards et désoccidentaliser, voire déseuropéaniser, nos approches**. Il s'agit donc d'être « critique » sur la production du patrimoine, **en reconnaissant que ce dernier a eu, de fait, des usages politiques soutenant « nationalisme, impérialisme, colonialisme, élitisme culturel, triomphalisme occidental et exclusion sociale fondée sur les classes et les ethnies »** (*Manifeste des Critical Heritage Studies*, disponible en ligne). En somme, ce champ n'invite à rien de moins que suivre le tournant général des sciences humaines et sociales. Cela ne signifie pas pour autant que les études suivant ces directions ont attendu le manifeste des études critiques du patrimoine, daté de 2012, pour se développer, loin s'en faut, mais seulement que ces dernières se sont formalisées en se fondant sur des références communes. L'un des points d'ancrage de ce champ est le travail sur les « discours » qui font le patrimoine ou, plus exactement, la reconnaissance de leur pluralité. C'est sur cet aspect que je souhaiterais m'attarder.

2. De la pluralité des discours patrimoniaux

Tandis que le patrimoine est la plupart du temps « muet », les discours sont l'essence même de sa fabrication. En effet, **toute mise en patrimoine est précédée ou accompagnée d'un discours sur l'objet concerné**. C'est pourquoi l'on peut affirmer que le patrimoine est résolument performatif : n'est patrimoine que ce qui est nommé comme tel à un moment donné, ou pour le dire autrement, **c'est le discours sur le patrimoine qui fait le patrimoine**. En ce sens, le patrimoine peut même être considéré comme un acte de langage, ce que soulignait bien la phrase évocatrice de David Harvey mentionnée plus tôt. Et puisqu'il est fabriqué par des discours, le patrimoine est avant tout une question de récits. Ces derniers structurent les processus de patrimonialisation tout comme ils en sont l'émanation.

Les objets à patrimonialiser sont toujours saisis par celles et ceux qui s'en emparent comme autant de moyens de transmettre leurs discours. Le patrimoine est produit pour le rôle qu'il a à jouer à un moment donné pour certains acteurs, qu'ils soient étatiques, institutionnels, associatifs ou citoyens – autrement, pourquoi le patrimoine ? Le concept majeur qui a sous-tendu la naissance des études critiques du patrimoine, et qui en constitue encore aujourd'hui un pilier, bien que critiqué à son tour, est celui d'« *authorized heritage discourses* » – qui, dans sa traduction française « discours patrimonial autorisé » perd quelque peu de sa force. Proposé par Laurajane Smith (2006), cette expression met en lumière **l'existence de discours dominants portés sur le patrimoine dans les sociétés modernes occidentales, discours qui reproduisent ceux des élites, qui transmettent une histoire consensuelle, souvent linéaire, basée sur des valeurs nationales, qui sont fondés sur une certaine vision de l'esthétique et qui sont portés par les « experts »** (Gentry et Smith, 2019, p. 1148-1168). Au-delà des contextes nationaux, ce concept s'attaque aussi, directement, à l'hégémonie du concept de « patrimoine mondial » porté par l'Unesco qui reflète (ou reflétait) un mode de pensée occidental-centré. Il s'agit dès lors de penser des conceptions plurielles du patrimoine, dans différents contextes, et de ne plus prendre la conception occidentale du patrimoine, longtemps fondé sur les notions de culture matérielle, monumentalité et grandeur, comme point de référence.

Document 1. La façade d'un bâtiment socialiste abandonné à Zaporizhzhia, Ukraine



Cliché : Julie Deschepper, 2018.

Le patrimoine agit et il est aussi une expérience (Tornatore, 2019). Daniel Fabre évoquait les « émotions » qu'il provoque (Fabre, 2013). Sans vouloir lui conférer trop de pouvoir, il faut bien prendre en compte que **le patrimoine est aussi construit par la réception, émotionnelle et corporelle, qu'en font les personnes visées par sa fabrication** (Smith *et al.*, 2018). C'est là que se joue la pertinence et l'efficacité, ou non, du discours porté par l'objet qui les supporte, c'est là aussi que se mettent en place les discordances et les tensions. En effet, il existe toujours, sur un même objet, plusieurs discours qui sont quant à eux non ou moins « autorisés » (au sens évoqué plus haut). **Un certain nombre de travaux se sont donc concentrés sur les patrimoines qualifiés de « dissonants »** (Tunbridge et Ashworth, 1996), « contestés » (Dann et Seaton, 2001) ou « conflictuels » (Gravari-Barbas et Veschambre, 2003), et sur les « **résistances et usages contestataires du patrimoine** » (Bondaz *et al.*, 2012). Aujourd'hui, l'existence de ces discours et pratiques pluriels est reconnue, et tout l'enjeu est de redonner leur place à ces « frictions » patrimoniales (Karp *et al.*, 2006) et à la « multivocalité morale, politique et économique que peut exprimer et porter le patrimoine » (Bondaz *et al.*, 2012, p. 18). Concrètement, il s'agit autant de travailler sur les contradictions, les contestations et les alternatives au patrimoine tel que posé actuellement dans nos sociétés, que

de **(re)donner la voix aux acteurs et actrices du patrimoine qui ont été ou sont encore exclu(e)s des processus de patrimonialisation** (en particuliers aux minorités de genre, de classe et d'ethnie et aux communautés marginalisées), et les replacer au cœur des récits et travaux sur cet objet de recherche, et ce dans des contextes variés dont il faut toujours souligner la singularité.

La production, toujours exponentielle, de recherches sur le patrimoine témoigne de cette diversification des approches, et de la permanente attractivité du patrimoine comme prisme d'analyse des sociétés au passé, au présent et au futur.

3. Patrimoine et temporalité(s)

Le dernier congrès de l' *Association of Critical Heritage Studies* d'août 2020 s'intitulait justement « *Heritage Futures* » [9]. En invitant à penser – les études sur – le patrimoine au futur, ce titre sous-tend deux idées qui me semblent fondamentales lorsque l'on évoque aujourd'hui cette notion.

D'abord, le fait que le patrimoine porte en lui un certain rapport au temps puisqu'il se fonde sur un dialogue constant entre le passé, le présent et le futur, voire l'éternel (Deschepper, 2018, p. 491-506). Le patrimoine est en effet un « regard particulier sur l'histoire » (Rouso, 2003, p. 13), un outil de son écriture et un moyen de construire une mémoire dans une société donnée à un moment donné. Dans cette perspective, **les objets patrimoniaux peuvent, dans une certaine limite, être considérés comme une forme sensible de la mémoire subjective d'une société**, ce que Maurice Halbwachs définit comme la « mémoire collective » : une « reconstruction du passé [...] [qui] adapte l'image des faits anciens aux croyances et aux besoins spirituels du présent » (Halbwachs, 1941, p. 7). Il est vrai que le patrimoine entretient un lien intime avec le passé. Pour autant, ne l'aborder que sous cet angle est insatisfaisant au regard de la diversité qu'il recouvre, notamment en considérant le patrimoine immatériel, naturel ou vivant, mais aussi parce que **le patrimoine est, peut-être avant tout, une catégorie du présent. Il est déterminé par des choix politiques, idéologiques, affectifs, cognitifs ou encore administratifs effectués à un moment particulier de l'histoire d'une société** (Bondaz *et al.*, 2012, p. 9-10). Le patrimoine est ainsi « révélateur [...] d'un état de société et des questions qui l'habitent » (Choay, 1996, p. 9-10). Le patrimoine peut en ce sens être considéré comme une « catégorie d'action du présent sur le présent » (Glevarec et Saez, 2002, p. 263) ou, pour le dire autrement, il participe intrinsèquement à faire évoluer une société. Les périodes de transitions politiques, y compris lorsqu'elles sont brutales et violentes, s'accompagnent ainsi souvent d'une préoccupation envers le patrimoine – notamment les monuments situés dans l'espace public, mais pas uniquement. **L'affirmation d'un changement de régime passe en effet par une prise de contrôle sur le patrimoine, sur ce qui doit dorénavant être conservé, détruit et construit.**

Encadré 3. Décentrer le regard : une conception soviétique du patrimoine

Le monde socialiste a été largement exclu de l'histoire écrite sur le patrimoine au XX^e siècle. Pourtant, un regard sur les pratiques, discours et usages du patrimoine dans les régimes socialistes permet non seulement de saisir la construction de la légitimité de ces États, mais également d'analyser le destin patrimonial des traces du socialisme aujourd'hui.

Dans cette perspective, dans ma thèse, j'interroge entre autres l'existence d'une conception soviétique du patrimoine, face à une conception occidentale de ce dernier. Il apparaît qu'en Union soviétique, le patrimoine n'a pas une utilité différente que celle qu'il a dans les régimes démocratiques occidentaux : il est politique, si ce n'est idéologique, et

sert à construire une mémoire collective et à donner des clés pour la construction de l'avenir. La distinction se situe plutôt sur les points d'ancrages de la patrimonialisation (limite temporelle et type d'évènement) et sur le type d'avenir proposé : celui du communisme.

Dès le lendemain de la révolution d'Octobre, la conception du patrimoine proposée et appliquée après 1917 se fonde sur la conception française du patrimoine née de la révolution de 1789, quand elle ne la cite ou ne la mime pas directement. À mesure que le régime s'affirme, au début des années 1930, une fois les incertitudes quant à l'avenir du régime dissipées ou éloignées, une nouvelle conception du patrimoine est élaborée. C'est la transition d'un patrimoine utilisé comme outil de légitimation vers un patrimoine comme instrument d'affirmation de la solidité du gouvernement. Elle prend en charge les « monuments de la révolution », expression datée de 1932, lesquels sont autant des édifices impériaux déshistoricisés pour devenir révolutionnaires, que des monuments nouvellement construits, parfois seulement quelques années ou mois auparavant. Tout se passe comme si la pensée patrimoniale précédait la construction même de ces monuments, notamment de l'architecture. La rapidité voire l'immédiateté de ces patrimonialisations constitue la principale singularité de la conception soviétique du patrimoine, reflet d'un rapport au temps et à l'espace propre au socialisme.

Document 2. Les rapports ambigus au patrimoine soviétique dans l'ex-URSS



Des monuments soviétiques déplacés ont été replacés dans un parc à Moscou, dit le Muzeon, situé en face de la galerie Tretyakov moderne. Cliché Julie Deschepper, 2015.



Le socle d'une statue de Lénine déboulonnée en 2016 est habillé par des symboles nationaux ukrainiens, à Zaporizhzhia en Ukraine. Cliché Julie Deschepper, 2018.

D'après Julie Deschepper, *Entre trace et monument. Le patrimoine soviétique en Russie : acteurs, discours et usages (1917-2017)*, thèse de doctorat, soutenue le 22 novembre 2019, Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO).

La sélection, processus inhérent à la constitution du patrimoine, permet ainsi de signaler une maîtrise et une appropriation du temps et de l'espace, de la mémoire et de sa matérialité, et ce afin d'affirmer que la société se dirige vers de nouveaux horizons. Ainsi, le patrimoine possède également un lien très fort avec le futur, et Xavier Greffe (2016) d'assurer qu'« il n'est de patrimoine qu'au futur ». Le geste de patrimonialiser porte toujours en lui, il est vrai, la notion de transmission et de projet collectif pour l'avenir, et le patrimoine peut ainsi être appréhendé pour ce qu'il enseigne de la conception d'une société sur le long terme.

Ce dernier point nous amène à la seconde idée portée par l'expression « *Heritage Futures* », fondamentale pour saisir la notion de patrimoine : le fait que ce dernier est un objet incontournable pour penser le futur de nos sociétés. Plus qu'un indicateur du changement, le patrimoine a une place et un rôle dans les grands problèmes contemporains, qu'il s'agisse de **développement** socio-économique, **durable** et culturel, de questions d'assimilation et d'inclusion,

d'inégalités de toute sorte, de cohésion sociale, de conflits et de leur résolution ou encore du réchauffement climatique et de l'anthropocène (Winter , 2013). À un moment de l'histoire où les incertitudes sont grandissantes et que les menaces sur notre environnement se multiplient, la prise de conscience de l'importance du patrimoine, mais aussi de ses limites, pour la construction de notre avenir commun se présente autant comme un angle porteur pour les études patrimoniales que comme un cheminement intellectuel nécessaire.

Cet article n'avait aucunement pour ambition d'épuiser les contours de la notion de patrimoine, mais plutôt d'insister sur le fait qu'il s'agit d'une notion mouvante, flexible, voire « nébuleuse » (*ibid.*, p. 541), qui continue(ra) d'évoluer, puisqu'il suit le cours des problèmes du monde. C'est bien de là qu'il tire toute son originalité et ce pourquoi il suscite, encore, tant de débats et que les études à son sujet sont inépuisables.

| Bibliographie

- Bondaz Julien, Isnart Cyril, Leblon Anaïs, « Au-delà du consensus patrimonial. Résistances et usages contestataires du patrimoine », *Civilisations*, 61-1, 2012
- Choay Françoise, *L'allégorie du patrimoine*, Paris, Seuil, 1996 [1992]
- Dann Graham et A.V. Seaton, *Slavery, contested heritage, and thanatourism*, New York, Haworth Hospitality Press, 2001.
- Deschepper Julie, "Between Future and Eternity: A Soviet Conception of Heritage", *International Journal of Heritage Studies*, 25 (5).
- Fabre Daniel (dir), *Émotions patrimoniales*, textes réunis par Annick Arnaud, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, Ethnologie de la France, 2013.
- Gérin Annie, « Le destin des monuments : Réflexions sur la commémoration publique », *Espace*, 122 (printemps-été 2019), p. 75-80.
- Gentry Kynan et Smith Laurajane, "Critical heritage studies and the legacies of the late-twentieth century heritage canon", *International Journal of Heritage Studies*, 25:11, 2019.
- Glevarec Hervé et Saez Guy, *Le Patrimoine saisi par les associations*, La Documentation française, 2002.
- Gravari-Barbas Maria et Veschambre Vincent, « Patrimoine : derrière l'idée de consensus des enjeux d'appropriation de l'espace et des conflits », in p. Melé (dir.), *Conflits et territoires*, 67-82. Tours, Presses Universitaires François Rabelais, 2003.
- Greffe Xavier, conférence prononcée lors du Congrès de l' *Association of Critical Heritage Studies*, Montréal, 6 juin 2016.
- Halbwachs Maurice, *La topographie légendaire des évangiles en Terre Sainte, Étude de la mémoire collective*, Paris, Presses universitaires de France, 1941, p. 7.
- Harrison Rodney, *Heritage: critical approaches*, Abingdon, New York, Routledge, 2013.
- Hartog François, *Régimes d'historicité. Présentisme et expérience du temps*, Paris, Éditions du Seuil, 2003,
- Harvey David C., "Heritage Pasts and Heritage Presents: Temporality, Meaning and the Scope of Heritage Studies", *International Journal of Heritage Studies*, 7 (4), 2001.
- Heinich Nathalie , *La fabrique du patrimoine : « de la cathédrale à la petite cuillère »*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2009.
- Karp Ivan, Kratz Corinne A., Szwaja Lynn, (dir.), *Museums frictions : Public Culture/Global transformations*, Durham, Duke University Press, 2006.
- Glevarec Hervé et Saez Guy, *Le Patrimoine saisi par les associations*, La Documentation française, 2002
- Morisset Lucie, *Des régimes d'authenticité. Essai sur la mémoire patrimoniale*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009.
- Smith Laurajane, *Uses of heritage*, Londres, Routledge, 2006.
- Smith Laurajane, Wetherell Margaret, Campbell Gary (eds.), *Emotion, Affective Practices, and the Past in the Present*, Routledge, London, 2018.
- Rousso Henry, *Le regard de l'histoire. L'émergence de l'évolution de la notion de*

patrimoine au cours du XX^e siècle en France, Paris, Fayard, 2003

- Tornatore Jean-Louis (dir.), 2019. *Le patrimoine comme expérience. Implications anthropologiques*, Paris : Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme.
- Tunbridge John et Ashworth Gregory, *Dissonant Heritage: the Management of the Past as a Resource in Conflict*, Chichester, New York, J. Wiley, 1996.
- Winter Tim, "Clarifying the critical in critical heritage studies", *International Journal of Heritage Studies*, 19: 532-45, 2013.

Pour aller plus loin

Sitographie

- « **Critical heritage studies. Épistémologies, réception et actualité (Europe, Asie, monde)** », séminaire organisé par Caroline Bodolec, Cyril Isnart et Claudie Voisenat.
- **Manifeste des Critical Heritage Studies**, disponible en ligne.
- UNESCO, **Texte de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel**
- Programmes de Terminale sur **Géoconfluences** et **ressources** pour les traiter.
- **Observatoire du loto du patrimoine**, en ligne.
- Institut national du Patrimoine. Halgrand, Nathalie et Séguin Anne-Laure, **Notre-Dame de Paris : actualités et débats autour du chantier de restauration**. Orientation bibliographique.
- Bertrand Romain et Bielawski Mathilde (coord.) séminaire « **Dé-patrimonialisations** ».

Compléments bibliographiques

- Andrieux Jean-Yves, *Patrimoine et histoire*, Paris, Belin, 1997.
- Babelon Jean-Pierre et André Chastel, *La notion de patrimoine*, Paris, Liana Levi, 1994.
- Bortolotto Chiara, *Le Patrimoine culturel immatériel : enjeux d'une nouvelle catégorie*, Paris, Éditions de la MSH, 2015.
- Gamboni Dario, *La destruction de l'art, iconoclasme et vandalisme depuis la Révolution française*, Paris, Les presses du réel, 2015 [1997].
- González Pablo Alonso, "From a Given to a Construct: Heritage as Commons", *Cultural Studies*, vol. 38, n° 3, p. 359-390.
- Gravari-Barbas Maria et Guichard-Anguis Sébastien (dir.), *Regards croisés sur le patrimoine à l'aube du XXI^e siècle*, Presses universitaires de la Sorbonne, Paris, 2003.
- Harrison Rodney, *Deterritorializing the future : heritage in, of and after the Anthropocene*, London, Open Humanities Press, 2020;
- Harrison Rodney, DeSilvey Caitlin, Holtorf Cornelius *et al.*, *Heritage Futures: Comparative Approaches to Natural and Cultural Heritage Practices*, London, UCL Press, 2020.
- Kirshenblatt-Gimblett Barbara, "Intangible Heritage as Metacultural Production", *Museum International*, 56 (1-2), 2004.
- MacDonald Sharon, *Difficult Heritage: Negotiating the Nazi Past in Nuremberg and Beyond*, London, Routledge, 2008.
- Riegl Aloïs, *Le culte moderne des monuments. Son essence, sa genèse*, Paris, Le Seuil, 1984, [1903].
- Silverman Helaine, *Contested cultural heritage : religion, nationalism, erasure, and exclusion in a global world*, New York, N.Y., Springer, 2011.

Glossaire

Cet article contextualise les entrées de glossaire suivantes : **dépatrimonialisation** | **études critiques de patrimoine** | **inflation patrimoniale** | **liste du patrimoine mondial de l'UNESCO** | **patrimoine** | **patrimonialisation**.

- [1] Voir par exemple le Congrès de l'Association of Critical Heritage Studies, « *Le patrimoine, ça change quoi ?* », Montréal, 6-8 juin 2016.
- [2] Un nouveau séminaire « *Dé-patrimonialisations* » organisé par Romain Bertrand et Mathilde Bielawski (ULL2-LADEC) en 2020-2021 donne des pistes d'analyse de ce phénomène.
- [3] Voir le *dossier de l'Institut national du patrimoine* qui recense des articles autour de la polémique, en ligne.
- [4] Pour une analyse approfondie du sujet, voir l'*Observatoire du loto du patrimoine*, en ligne.
- [5] Thème 4 « Identifier, protéger et valoriser le patrimoine : enjeux géopolitiques » pour les terminales, spécialité HGGSp. Voir le programme sur *Géoconfluences*.
- [6] Discours du président de la République, 14 juin 2020 *disponible en ligne sur le site du Parisien*.
- [7] *Texte de la Convention en ligne*. Pour une étude, voir notamment : Chiara Bortolotto, *Le Patrimoine culturel immatériel : enjeux d'une nouvelle catégorie*, Paris, Éditions de la MSH, 2015.
- [8] Les études critiques du patrimoine ne se sont développées en France que récemment, bien que les méthodologies et les approches étaient revendiquées depuis des années. En 2020-2021, un séminaire à l'EHESS insiste, pour la première fois, sur ce champ de recherche : « *Critical heritage studies. Épistémologies, réception et actualité (Europe, Asie, monde)* », organisé par Caroline Bodolec, Cyril Isnart et Claudie Voisenat.
- [9] Le congrès était coordonné par Rodney Harrison dont les derniers projets sont justement consacrés à la question du futur : Rodney Harrison, *Deterritorializing the future : heritage in, of and after the Anthropocene*, London, Open Humanities Press, 2020 ; Rodney Harrison, Caitlin DeSilvey, Cornelius Holtorf et alt., *Heritage Futures: Comparative Approaches to Natural and Cultural Heritage Practices*, London, UCL Press, 2020.

Julie DESCHEPPER

Docteure de l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales (INALCO), scientifique assistant au Kunsthistorisches Institut in Florenz et membre du Centre de Recherches Europes Eurasie.

Mise en web : Jean-Benoît Bouron

Pour citer cet article :

Julie Deschepper, « **Notion en débat. Le patrimoine** », *Géoconfluences*, mars 2021.
<http://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/a-la-une/notion-a-la-une/patrimoine>